

Communication PS/Eau

Prenons le cas de Bobo-Dioulasso, 47% de la population urbaine est analphabète ! Dans ces milieux populaires (ce sont ceux qui posent problème quant aux comportements), la conception qui prévaut est celle d'une confusion entre la **notion religieuse-morale de « souillure » et celle hygiéniste de « propreté »** (dans la frange la plus pauvre et la moins bien insérée en ville, on trouve les néo-citadins aux comportements « ruraux »).

Saleté et souillure sont à mettre en étroit rapport avec la maladie et donc avec la menace de mort. En milieu populaire, la saleté est avant tout incarnée par les déchets domestiques dégradables (« traditionnels ») qui sont sujets à la pourriture et à la puanteur caractéristiques de la décomposition des déchets organiques.

Les pires déjections sont les excréments humaines ou animales et les eaux usées qui les charrient, qu'on **associe à la décomposition de la vie, à la maladie et à ses signes avant-coureurs que sont la puanteur**, les mouches, les moustiques, les cafards et les vers qui **provoquent chez les gens un sentiment de répulsion parce qu'ils menacent la vie**.

C'est pourquoi, partout, **on les écarte du lieu de vie**, en les jetant dans la rue ou sur un dépotoir qui constitue de facto la limite vécue de l'espace habitable.

Non seulement les activités domestiques sales et les eaux usées sont rejetées au-dehors de la cour, mais il en va de même des infrastructures qui concentrent la saleté (puits perdus, puisards et fosses septiques).

Aujourd'hui, la densité des populations urbaines empêche toute dilution de la fange par les pluies et joue comme un facteur aggravant de ces nuisances. En hivernage, ces déchets se mélangent aux eaux sales qui accélèrent la pourriture et la décomposition en dégageant une puanteur nauséabonde qui suscite le dégoût et la répulsion généralisés.

A. La mise en ordre collective du propre (l'assainissement des espaces de vie urbaine partagée) est un acte de pouvoir :

1. Les frontières du propre

Autant que faire se peut, les gens sont toujours propres sur eux ; de même, partout, la cour la plus pauvre est chaque jour balayée et assainie. L'usage et la conception du droit veulent que chacun ne s'occupe que de ce qu'il possède et maîtrise en propre : c'est-à-dire son corps, ses choses et sa cour. Ce qu'on désigne comme « propre » on le fait « sien », on se l'approprie.

Ce qui est congruent avec l'étymologie du « propre » qui renvoie autant à la propreté qu'à la propriété !

La **propreté** est associée à la qualité de la vie, au **respect de soi, à la bienséance et au bien-être en commun**. Surtout, ranger et arranger son espace de vie témoignent d'une **volonté de reproduire à l'identique le rapport social que l'on entretient avec ceux qui partagent cet espace**. Cette volonté est, en retour, un bon indicateur du rapport à l'espace vécu et à la sociabilité locale.

Un espace propre est donc un espace que l'homme **s'approprie en posant des limites et des interdits qui en écartent la saleté ou la souillure**. Ces limites et ces interdits sont **adressés aux autres avec lesquels il entre en interaction** dans un espace partagé. La propreté devient ainsi la marque d'une propriété qui doit être reconnue par autrui.

Il faut retenir que pour les gens, l'assainissement n'est pas perçu comme un problème de parcelle individuelle, mais avant tout comme un problème collectif du quartier.

2. La dimension politique de l'assainissement local

La **dimension collective, et donc politique de l'assainissement**, commence avec **l'énonciation et la sanction des normes partagées** qui, au-delà des frontières de la cour privée, règlent l'expulsion des ordures et des excréta hors de l'espace partagé en commun :

*Traditionnellement, pendant la saison sèche, c'était le travail des vieilles femmes de balayer et déposer les ordures sur le kuru du quartier. **Celles qui ne le faisaient pas étaient sanctionnées avec toute leur classe d'âge**. L'extension de la ville a englouti cette pratique villageoise ancestrale. Par contre, les **selles n'étaient pas autorisées sur le tas d'ordures**, il y avait de la végétation autour du village et c'est là que les adultes déféquaient.*

*Exemples traditionnels bobo : « Le village avait sa police traditionnelle **kodugo** (composée d'adulte des différentes classes d'âge) qui faisait **respecter l'ordre bobo**. Certaines sanctions infligées à une classe d'âge étaient exécutées là-bas. Maintenant, avec la cohabitation avec des étrangers, l'organisation devient difficile. Notre police ne peut les sanctionner, ni les Zara, ni les Dioula, car ils vont aller se plaindre à l'administration et on va se faire convoquer à la police. Et nous nous ne voulons pas avoir affaire avec l'administration. **Notre « police traditionnelle » ne peut s'exercer que contre nous-mêmes**. Aujourd'hui les Bobo ont perdu leur autorité . »*

*La **colonisation** : les milieux populaires, la corvée, la conscription ou le travail forcé étaient des pratiques connues dans les formations politiques despotiques antérieures. Par contre, les mesures du service d'hygiène étaient nouvelles et le pouvoir communal se voyait aux sanctions prises contre ceux qui contrevenaient aux normes de l'hygiène.*

Ce que nous disent les Bobo, c'est qu'aujourd'hui, hors de la cour privée, on n'est plus entre soi ! sauf dans l'espace limitrophe diversement approprié par l'usage que chaque riverain en fait ; mais pas au-delà. Au-delà de l'espace limitrophe, c'est l'espace public urbain, un espace et des lieux qui sont perçus comme n'appartenant à personne, comme n'étant pas réglés, un peu comme la brousse du village !

3. Une conception différenciée de l'hygiène et de la propreté en fonction du statut reconnu à l'espace urbain

Définir les frontières collectives du propre et du sale et les faire respecter est perçu, à juste titre, par les gens comme un acte de pouvoir qui doit s'imposer comme tel. Il n'est donc pas paradoxal que personne ne s'occupe de la salubrité des espaces publics : ce sont des espaces collectifs et donc sous contrôle politique.

Ainsi en tant que signe de l'appropriation de l'espace, la propreté de l'espace public urbain est un signe de l'effectivité du pouvoir politique qui s'exerce sur ce même espace. Inversement, la saleté de l'espace public urbain témoigne de la défaillance des pouvoirs publics locaux et communaux à faire régner l'ordre hygiéniste sur leur territoire.

4. La propreté de l'espace urbain comme signe de la légitimité de l'autorité qui le contrôle

Pour nombre de citoyens, la saleté de la ville souligne l'illégitimité politique des élus locaux. L'absence de démocratie réelle, le despotisme et l'incurie générale des pouvoirs locaux ne favorisent pas l'émergence d'une identité citadine citoyenne ; en l'état, il est illusoire de faire appel au civisme des citoyens de la « société civile » pour assumer la défaillance des pouvoirs locaux et prendre en charge la propreté de l'espace public urbain.

Un décalage important des attentes réciproques

Je voudrais souligner le hiatus important entre le fait que les solutions proposées par le PSAB reposent sur l'acquisition d'infrastructures d'assainissement domestique individuel alors que la majorité des populations urbaines considèrent l'assainissement non pas comme un problème de parcelle individuelle mais comme un problème collectif du quartier (sous-équipement en infrastructures de toutes sortes). Les solutions d'assainissement individuel résoudront quelques problèmes individuels pour ceux qui pourront se l'offrir, mais elles n'apporteront pas de solutions aux problèmes collectifs d'infrastructures d'assainissement du quartier.

Sensibilisation :

Solution technique à un problème politique : la Sensibilisation n'est pas la réponse, en tout cas pas la seule ni la meilleure réponse. La conception des campagnes de « sensibilisation » des populations est souvent indigente. En particulier, elle a tendance à présupposer que logique de connaissance et logique d'action se recouvrent. Or, chez tout le monde, ce recouvrement n'est que partiel. Ainsi, le fait que l'individu sache que l'eau sale transmet la diarrhée n'autorise pas à penser qu'il connaisse, ou qu'il ait compris, les mécanismes de la transmission !

La logique de **connaissance** met en œuvre des **capacités hypothético-déductives** ainsi que la **mobilisation de la mémoire** tandis que la logique de **l'action combine des séries d'enjeux qui intègrent des coûts** (coûts économiques, coûts culturels et sociaux) et/ou des **contraintes** (écologiques, technologiques ou culturelles).

Enquêtes quantitatives

Les enquêtes quantitatives par questionnaire en Afrique me laissent dubitatif. Elles négligent le fait que l'enquêteur et l'enquêté n'ont jamais les mêmes intérêts à participer à l'entretien : l'enquête suscite des réactions de dérobade, d'inhibition ou d'autocensure qui renvoient aux diverses facettes de la mise en scène de soi et de l'effort d'autovalidation auquel on peut s'attendre de la part d'un acteur social situé en position inégale (de demande, de statut, de richesse = de pouvoir) : ils vont dire ce qu'ils croient qu'on a envie d'entendre !